http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article966

Une LGV dans la tourmente

- Thématiques - Ecologie & Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 29 juin 2017

Copyright © Universite Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Ci dessous une réaction de J.P. DAMAGGIO , représentant l'association Alternative à la LGV à la suite de l'annulation par tribunal administratif de la déclaration d'utilité publique au-delà de Bordeaux. Un coup dur pour les défenseurs de la LGV. Un encouragement pour s'opposer aux multiples projets néfastes de Moudenc !

Une LGV dans la tourmente

En ce 29 juin 2017 le Tribunal administratif (TA) sur recours des associations et de la communauté des communes de Montesquieu a décidé d'annuler la DUP concernant ce que la SNCF a voulu appeler les Aménagements ferroviaires Sud Bordeaux.
Or, suite aux trois Enquête d'Utilité Publique (Sud Bordeaux, LGV et Nord Toulouse) c'était la seule à avoir eu un avis favorable des commissaires !
Depuis, les juges ont pu vérifier que le financement étant inexistant et la rentabilité bien médiocre, il n'était pas possible de donner suite au projet.
Nous savons très bien que cette décision a été prise malgré de multiples pressions surtout quand on lit la lettre envoyée par le duo Moudenc-Delga au nouveau premier ministre pour glorifier leur projet !
Mais peut-être qu'a pesé dans la balance la décision du TA de Paris du 26 mai qui a condamné dix collectivités à verser 110 millions d'euros à la SNCF vu leurs engagements pour le Tours-Bordeaux. Cette ligne est terminée et pourtant il manque encore 350 millions d'euros dans les caisses.

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH200/dims-5517f.jpg

Mais revenons à la lettre Delga-Moudenc.
Nous lisons par exemple que le GPSO va permettre « la mise en place de nouvelles capacités pour accompagner le développement du fret ferroviaire sur l'axe péninsule ibérique, Europe du Nord Ouest (ligne nouvelle sur la section Dax Espagne). »
Le précédent gouvernement a abandonné, en matière de fret ferroviaire, une DUP pourtant signée pour créer une autoroute ferroviaire sur cet axe (aménagement de lieux de transfert camions-wagons) en faveur du dit fret ! Depuis des décennies le fret ferroviaire plonge en France car tous les investissements vont vers le tout LGV ! Le GPSO ne peut qu'aggraver cette tendance contre le fret !
La ligne Bordeaux-Toulouse serait « le prolongement indissociable » de Tours-Bordeaux ! Le prolongement de Paris-Lyon vers Lyon-Marseille, dans une zone beaucoup plus peuplée, a attendu quinze ans avant d'être réalisé !
L'alternative en faveur de l'aménagement de la ligne existante est expédiée en une phrase : « L'aménagement de la ligne existante dans le but de circuler à 220 km/h sur de plus grandes distances impose la construction de nouveaux contournements d'agglomérations. Cette solution revient à construire plusieurs tronçons de ligne nouvelle pour des performances globales de la ligne moins satisfaisantes. »
Un ou deux contournements (pour le bien de tous) coûterait plus cher qu'une ligne entière ? Et l'aménagement ne se limite pas à ce point. Comment faire croire que construire à prix d'or une ligne pour un seul type de trains est plus positif que de développer la ligne de tous ?

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L161xH121/images-2-83acc.jpg

Mais l'essentiel est pour la fin quand il faut en arriver au financement.
Les autorités ont payé le glorieux cabinet Ernst and Young (300 000 euros) pour en arriver à des propositions

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

innovantes du genre : « appel à la solidarité fiscale nationale » ! Pour le dire de manière moins élégante : appel à l'impôt, et c'est le cas des autres propositions. Il est même indiqué que « les Conseils départementaux et les Agglomérations » ont été aussi mandatés pour cet appel au cabinet ce qui est un mensonge caractérisé !
Aurons-nous donc une présentation du plan de financement fin juin 2017 pour savoir combien le Conseil régional compte mettre dans la balance ? Car, faut-il le rappeler, il s'agit de milliards d'euros…. pour un projet qui n'a pas démontré son utilité publique, comme l'ont prouvé les commissaires enquêteurs de l'EUP !

J-P Damaggio

lire ici-20170629-[info-image3]

Copyright © Universite Populaire de Toulouse